

Art. 5. Dit decreet heeft uitwerking met ingang van 1 november 2022.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel op 1 december 2022.

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken,
Gelijke kansen en het toezicht op Wallonie-Bruxelles Enseignement,

Fr. DAERDEN

De Vicepresident en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuizen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,

V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

—
Nota

Zitting 2022-2023

Stukken van het Parlement. Ontwerpdecreet, nr. 460-1. - Commissieverslag, nr. 460-2 - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 460-3

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 30 november 2022

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2022/42974]

1^{er} DECEMBRE 2022. — Décret portant dispositions diverses aux fins de permettre l'apprentissage de deux langues par immersion dès la première année de l'enseignement secondaire ordinaire et spécialisé

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

TITRE PREMIER . — DISPOSITIONS MODIFICATIVES

CHAPITRE 1^{er} . — Dispositions modifiant le Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire

Article 1^{er}. L'article 1.8.3-3 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, tel que créé par le décret du 3 mai 2019 portant les livres 1^{er} et 2 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, et mettant en place le tronc commun, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 1.8.3-3. Les langues dans lesquelles l'apprentissage par immersion peut être organisé sont :

1° le néerlandais, l'anglais et l'allemand ;

2° la langue des signes.

Durant la troisième année de l'enseignement maternel et dans l'enseignement primaire, la langue moderne dans laquelle peut être pratiqué l'apprentissage par immersion est la langue moderne I prévue dans la grille horaire selon les modalités visées au Livre 2.

Dans les écoles secondaires, lorsque l'apprentissage par immersion est organisé et suivi dans une seule langue moderne, cette langue est la langue moderne I durant les trois premières années de l'enseignement secondaire. À partir de la quatrième année de l'enseignement secondaire, elle peut être la langue moderne I ou la langue moderne II.

Dans les écoles secondaires, lorsque l'apprentissage par immersion est organisé et suivi dans deux langues, l'une d'elles est la langue moderne I.

Dans les classes immersives en langue des signes, les élèves effectuent un choix de langue moderne conformément aux dispositions prévues par les articles 1.8.1-1, 1.8.2-1 et 1.8.2-2. ».

Art. 2. À l'article 1.8.3-4 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Durant la troisième année de l'enseignement maternel et dans l'enseignement primaire, un même élève ne peut toutefois suivre les cours en immersion que dans une seule langue. » ;

2° entre l'alinéa 2 et l'alinéa 3, devenant l'alinéa 4, il est inséré un nouvel alinéa 3, rédigé comme suit :

« Dans les écoles secondaires situées en région de langue française, lorsque l'apprentissage par immersion est organisé et suivi dans deux langues, l'une d'elles est le néerlandais ou l'allemand. ».

Art. 3. À l'article 2.2.4-1 du même Code, entre l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2, devenant l'alinéa 3, il est inséré un nouvel alinéa 2, rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 3°, lorsque l'apprentissage par immersion est organisé et suivi dans deux langues, la partie consacrée à l'apprentissage en immersion couvre au moins 8 périodes et au plus 12 périodes par langue concernée, sans pouvoir dépasser au total les deux tiers des périodes d'enseignement inscrites à la grille-horaire des élèves. ».

CHAPITRE II. — *Dispositions modifiant le décret du 11 mai 2007 relatif à l'enseignement en immersion linguistique*

Art. 4. À l'article 9, § 4, du décret du 11 mai 2007 relatif à l'enseignement en immersion linguistique, tel que modifié en dernier lieu par le décret du 3 mai 2019 portant les livres 1^{er} et 2 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, et mettant en place le tronc commun, entre l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2, devenant l'alinéa 3, il est inséré un nouvel alinéa 2, rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, lorsque l'apprentissage par immersion est organisé et suivi dans deux langues, la partie consacrée à l'apprentissage en immersion couvre au moins 8 périodes et au plus 12 périodes par langue concernée, sans pouvoir dépasser au total les deux tiers des périodes d'enseignement inscrites à la grille-horaire des élèves. ».

Art. 5. À l'article 12, § 1^{er}, du même décret, entre l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2, devenant l'alinéa 3, il est inséré un nouvel alinéa 2, rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, lorsque l'apprentissage par immersion est organisé et suivi dans deux langues, la partie consacrée à l'apprentissage en immersion couvre au moins 8 périodes et au plus 12 périodes par langue concernée, sans pouvoir dépasser au total les deux tiers des périodes d'enseignement inscrites à la grille-horaire des élèves. ».

CHAPITRE III. — *Dispositions modifiant le décret du 30 juin 2006 relatif à l'organisation pédagogique du 1^{er} degré de l'enseignement secondaire*

Art. 6. À l'article 10 du décret du 30 juin 2006 relatif à l'organisation pédagogique du 1^{er} degré de l'enseignement secondaire, tel que modifié en dernier lieu par le décret du 24 mai 2017 portant diverses mesures techniques et organisationnelles en matière d'enseignement, il est ajouté un paragraphe 4, rédigé comme suit :

« § 4. Lorsque l'apprentissage par immersion est organisé et suivi dans deux langues, les activités complémentaires doivent être en partie remplacées par minimum deux périodes d'apprentissage dans le domaine de la deuxième langue d'immersion qui n'est pas la langue moderne I, conformément aux dispositions résultant du décret du 1^{er} décembre 2022 portant dispositions diverses aux fins de permettre l'apprentissage de deux langues par immersion dès la première année de l'enseignement secondaire ordinaire et spécialisé. ».

CHAPITRE IV. — *Disposition modifiant le décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé*

Art. 7. À l'article 67 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé, tel que modifié par le décret du 11 mai 2007 relatif à l'enseignement en immersion linguistique, les modifications suivantes sont apportées :

1° le § 2 est remplacé comme suit :

« § 2. Les langues dans lesquelles l'apprentissage par immersion peut être organisé sont le néerlandais, l'anglais ou l'allemand.

Dans une école ou une implantation au sein de laquelle est organisé l'apprentissage par immersion, cet apprentissage peut être organisé et suivi dans une langue au maximum dans le niveau d'enseignement fondamental, et dans deux langues au maximum dans le niveau d'enseignement secondaire.

Dans les écoles secondaires spécialisées, lorsque l'apprentissage par immersion est organisé et suivi dans deux langues, l'une d'elles est la langue moderne I.

Dans les écoles secondaires spécialisées situées en région de langue française, lorsque l'apprentissage par immersion est organisé et suivi dans deux langues, l'une d'elles est le néerlandais ou l'allemand. » ;

2° au § 3, un alinéa supplémentaire est ajouté, rédigé comme suit :

« Lorsque l'apprentissage par immersion est organisé et suivi dans deux langues, la partie consacrée à l'apprentissage en immersion couvre au plus 12 périodes par langue moderne concernée, sans pouvoir dépasser au total les deux tiers des périodes d'enseignement inscrites à la grille-horaire des élèves. ».

CHAPITRE V *Disposition modifiant le décret du 27 mars 2002 relatif au pilotage du système éducatif de la Communauté française*

Art. 8. À l'article 3 du décret du 27 mars 2002 relatif au pilotage du système éducatif de la Communauté française, tel que modifié en dernier lieu par les décrets du 7 février 2019 relatif à l'acquisition de manuels scolaires, de ressources numériques, d'outils pédagogiques et de livres de littérature, au sein des établissements scolaires, et du 28 mars 2019 relatif aux cellules de soutien et d'accompagnement de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française et au statut des conseillers au soutien et à l'accompagnement, les missions de la Commission de pilotage de l'enseignement fondamental et secondaire sont complétées comme suit :

« 18. De procéder à l'évaluation des effets du décret du 1^{er} décembre 2022 portant dispositions diverses aux fins de permettre l'apprentissage de deux langues par immersion dès la première année de l'enseignement secondaire ordinaire et spécialisé, selon les modalités suivantes :

1° une première évaluation intermédiaire est réalisée quatre ans après l'entrée en vigueur du décret précité ;

2° une seconde évaluation finale est réalisée sept ans après l'entrée en vigueur du décret précité ;

3° ensuite, un rapport est établi tous les trois ans.

Les évaluations intermédiaire et finale visées à l'alinéa 1^{er}, 1° et 2°, sont effectuées sur la base d'un rapport du Service général de l'Inspection créé par le décret du 10 janvier 2019 relatif au Service général de l'Inspection, et d'un avis de l'organe d'observation et de suivi de l'apprentissage visé à l'article 16 du décret du 11 mai 2007 relatif à l'enseignement en immersion linguistique.

Les rapports visés à l'alinéa 1^{er}, 3°, sont transmis au Gouvernement, qui les transmet au Parlement. »

TITRE II DISPOSITION FINALE

Art. 9. Le présent décret produit ses effets au 1^{er} septembre 2021.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 1^{er} décembre 2022.

Le Ministre-Président,

P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique,
de l'Égalité des chances et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,

F. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,

B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,

V. GLATIGNY

La Ministre de l'Éducation,

C. DESIR

—————
Note

Session 2022-2023

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 452-1. - Rapport de commission, n°452-2 – Texte adopté en séance plénière, n° 452-3

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. - Séance du 30 novembre 2022

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2022/42974]

1 DECEMBER 2022. — Decreet houdende diverse bepalingen om het leren van twee talen door taalbadonderwijs vanaf het eerste jaar van het gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs mogelijk te maken

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

TITEL ÉÉN. — WIJZIGINGSBEPALINGEN

HOOFDSTUK I. — *Bepalingen tot wijziging van het Wetboek van basis- en secundair onderwijs*

Artikel 1. Artikel 1.8.3-3 van het Wetboek van basis- en secundair onderwijs, zoals opgericht bij het decreet van 3 mei 2019 houdende de boeken 1 en 2 van het Wetboek van basis- en secundair onderwijs en tot vaststelling van de gemeenschappelijke kern, wordt vervangen door hetgeen volgt:

"Art. 1.8.3-3. De talen waarin taalbadonderwijs kan worden georganiseerd, zijn:

1° het Nederlands, Engels en Duits;

2° de gebarentaal.

In het derde jaar van het kleuteronderwijs en in het lager onderwijs is de moderne taal waarin het taalbadonderwijs kan worden beoefend de moderne taal I zoals voorzien in het lesrooster overeenkomstig de in boek 2 bedoelde regelingen.

In secundaire scholen, waar taalbadonderwijs wordt georganiseerd en uitgevoerd in één moderne taal, is deze taal de eerste drie jaar van het secundair onderwijs moderne taal I. Vanaf het vierde jaar van het secundair onderwijs kan het gaan om Moderne Taal I of Moderne Taal II.

Op secundaire scholen, waar taalbadonderwijs wordt georganiseerd en gevolgd in twee talen, is één daarvan Moderne Taal I.

In de immersieve klassen gebarentaal maken de leerlingen een keuze van de moderne taal overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 1.8.1-1, 1.8.2-1 en 1.8.2-2.

Art. 2. In artikel 1.8.3-4 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° Lid 2 wordt vervangen door de volgende tekst:

"Gedurende het derde jaar van het kleuteronderwijs en in het lager onderwijs mag dezelfde leerling echter slechts in één taal taalbadlessen volgen.";

2° tussen lid 2 en lid 3, dat lid 4 wordt, wordt een nieuw lid 3 ingevoegd, dat luidt als volgt:

"In secundaire scholen in Franse taalgebieden, waar taalbadonderwijs wordt georganiseerd en gevolgd in twee talen, is één daarvan Nederlands of Duits.".

Art. 3. In artikel 2.2.4-1 van hetzelfde Wetboek wordt tussen lid 1 en lid 2, dat lid 3 wordt, een nieuw lid 2 ingevoegd, dat als volgt luidt:

"In afwijking van het eerste lid, 3°, moet, wanneer het taalbadonderwijs in twee talen wordt georganiseerd en gevolgd, het aan het taalbadonderwijs gewijde gedeelte ten minste 8 en ten hoogste 12 lestijden per betrokken taal bedragen, zonder dat het in totaal meer kan bedragen dan twee derde van de in het lesrooster van de leerlingen opgenomen lestijden.".

HOOFDSTUK II. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 11 mei 2007 betreffende het taalbadonderwijs*

Art. 4. In artikel 9, § 4, van het decreet van 11 mei 2007 betreffende het taalbadonderwijs, laatst gewijzigd bij het decreet van 3 mei 2019 betreffende de boeken 1 en 2 van het Wetboek van basis- en secundair onderwijs en tot vaststelling van de gemeenschappelijke kern, wordt tussen lid 1 en lid 2, thans lid 3, een nieuw lid 2 ingevoegd, luidend als volgt:

“In afwijking van lid 1 moet, wanneer taalbadonderwijs in twee talen wordt georganiseerd en gevolgd, het aan taalbadonderwijs gewijde gedeelte minstens 8 en hoogstens 12 lestijden per betrokken taal omvatten, zonder in totaal twee derde van de in het lesrooster van de leerlingen opgenomen onderwijslestijden te overschrijden.”.

Art. 5. In artikel 12, § 1, van hetzelfde decreet wordt tussen lid 1 en lid 2, dat lid 3 wordt, een nieuw lid 2 ingevoegd, dat luidt als volgt:

“In afwijking van lid 1 moet, wanneer taalbadonderwijs in twee talen wordt georganiseerd en gevolgd, het aan taalbadonderwijs gewijde gedeelte minstens 8 en hoogstens 12 lestijden per betrokken taal omvatten, zonder in totaal twee derde van de in het lesrooster van de leerlingen opgenomen onderwijslestijden te overschrijden.”.

HOOFDSTUK III. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 30 juni 2006 houdende de pedagogische organisatie van de eerste graad van het secundair onderwijs*

Art. 6. Aan artikel 10 van het decreet van 30 juni 2006 houdende de pedagogische organisatie van de eerste graad van het secundair onderwijs, laatst gewijzigd bij het decreet van 24 mei 2017 houdende diverse technische en organisatorische maatregelen op onderwijsgebied, wordt een paragraaf 4 toegevoegd, luidend als volgt:

“§ 4. Wanneer het taalbadonderwijs in twee talen wordt georganiseerd en gevolgd, moeten de aanvullende activiteiten gedeeltelijk worden vervangen door minstens twee lestijden van leren in de tweede taalbadtaal die niet de moderne taal I is, overeenkomstig de bepalingen die voortvloeien uit het decreet van 1 december 2022 houdende diverse bepalingen om het leren van twee talen door taalbadonderwijs vanaf het eerste jaar van het gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs mogelijk te maken.”.

HOOFDSTUK IV. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 3 maart 2004 houdende de organisatie van het gespecialiseerd onderwijs*

Art. 7. Artikel 67 van het decreet van 3 maart 2004 houdende de organisatie van het gespecialiseerd onderwijs, zoals gewijzigd bij het decreet van 11 mei 2007 betreffende het taalbadonderwijs, wordt als volgt gewijzigd:

1° § 2 wordt vervangen door wat volgt:

“§ 2. De talen waarin taalbadonderwijs kan worden georganiseerd zijn Nederlands, Engels of Duits.

In een school of vestiging waar taalbadonderwijs wordt georganiseerd, kan taalbadonderwijs worden georganiseerd en gevolgd in ten hoogste één taal op het basisonderwijsniveau en in ten hoogste twee talen op het secundaire onderwijsniveau.

In gespecialiseerde secundaire scholen, waar taalbadonderwijs in twee talen wordt georganiseerd en gevolgd, is één daarvan Moderne Taal I.

In gespecialiseerde secundaire scholen in Franse taalgebieden, waar taalbadonderwijs in twee talen wordt georganiseerd en gevolgd, is één daarvan Nederlands of Duits.”;

2° aan § 3 wordt een nieuw lid toegevoegd, dat luidt als volgt:

“Wanneer taalbadonderwijs in twee talen wordt georganiseerd en uitgevoerd, bestrijkt het onderdeel taalbadonderwijs ten hoogste 12 lestijden per betrokken moderne taal, maar in totaal niet meer dan twee derde van de onderwijslestijden in het rooster van de leerlingen.”.

HOOFDSTUK V. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 27 maart 2002 betreffende de sturing van het onderwijsstelsel van de Franse Gemeenschap*

Art. 8. In artikel 3 van het decreet van 27 maart 2002 betreffende de sturing van het onderwijsstelsel van de Franse Gemeenschap, laatst gewijzigd bij de decreten van 7 februari 2019 betreffende de aankoop van schoolboeken, digitale hulpmiddelen, leermiddelen en literatuurboeken, binnen de scholen, en van 28 maart 2019 betreffende de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde steun- en begeleidingscellen voor het onderwijs en betreffende het statuut van de steun- en begeleidingsadviseurs, worden de opdrachten van de Sturingscommissie basis- en secundair onderwijs als volgt ingevuld:

“18. De impact evalueren van het decreet van 1 december 2022 houdende diverse bepalingen om het leren van twee talen door taalbadonderwijs vanaf het eerste jaar van het gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs mogelijk te maken:

1° vier jaar na de inwerkingtreding van voornoemd decreet vindt een eerste tussentijdse evaluatie plaats;

2° zeven jaar na de inwerkingtreding van voornoemd decreet vindt een tweede eindevaluatie plaats;

3° daarna wordt om de drie jaar een verslag opgesteld.

De tussentijdse en eindevaluaties, bedoeld in het eerste lid, 1° en 2°, worden uitgevoerd op basis van een verslag van de Algemene Inspectiedienst, opgericht bij het decreet van 10 januari 2019 betreffende de Algemene Inspectiedienst, en een advies van het orgaan voor leerobservatie en -toezicht, bedoeld in artikel 16 van het decreet van 11 mei 2007 betreffende het taalbadonderwijs.

De in lid 1, 3°, bedoelde verslagen worden toegezonden aan de Regering, die ze aan het Parlement overzendt.

TITEL II. — SLOTBEPALING

Art. 9. Dit decreet heeft uitwerking met ingang van 1 september 2021.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 1 december 2022.

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken,
Gelijke kansen en het toezicht op Wallonie-Bruxelles Enseignement,

Fr. DAERDEN

De Vicepresident en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,

V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

—
Nota

Zitting 2022-2023

Stukken van het Parlement. Ontwerpdecreet, nr. 452-1. - Commissieverslag, nr. 452-2 - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 452-3

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 30 november 2022

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2022/42410]

13 OCTOBRE 2022. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 février 1998 portant création dans le ressort du secteur XVII. — Communauté française – de comités de concertation de base et de comités intermédiaires de concertation et désignation des présidents de ces comités

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, telle que modifiée ;

Vu l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats, tel que modifié, et l'article 88 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 février 1998 portant création dans le ressort du secteur XVII - Communauté française - de comités de concertation de base et de comités intermédiaires de concertation et désignation des présidents de ces comités, tel que modifié ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 30 juin 2022 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 14 juillet 2022 ;

Vu le protocole n° 563 du Comité de négociation du Secteur XVII, conclu le 29 septembre 2022 ;

Considérant que le présent projet porte exécution du point III, e), de la convention sectorielle 2021-2022 relatif à la protection des délégués syndicaux ;

Sur proposition du Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 février 1998 portant création dans le ressort du secteur XVII - Communauté française - de comités de concertation de base et de comités intermédiaires de concertation et désignation des présidents de ces comités, il est inséré un article 4/1 rédigé comme suit :

« Art. 4/1. Pour le ressort du Comité supérieur de concertation du Comité de Secteur XVII, le nombre de membres du personnel engagés sous contrat de travail qui peuvent être désignés par chaque Organisation syndicale représentative en application de l'article 88 de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités est égal au nombre de Comités de concertation de base créés par le présent arrêté.

La communication visée à l'article 88, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 précité porte également mention de l'administration dont relève chaque membre du personnel désigné. ».

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 13 octobre 2022.

Par le Gouvernement de la Communauté française,

Le Ministre-Président,

P.-Y. JEHOLET

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des chances
et de la tutelle sur Wallonie Bruxelles Enseignement,

Fr. DAERDEN